

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/130  
2 décembre 1999

(99-5368)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Troisième session  
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: français

## PORTUGAL

### Déclaration de M. Joaquim Pina Moura Ministre des finances et de l'économie

Nous vivons aujourd'hui dans une économie globale.

La plus grande liberté du commerce de biens et de services, les mutations technologiques, la libéralisation des mouvements de capitaux et de l'investissement, ainsi que l'expansion des entreprises transnationales, ont modifié la nature des relations internationales, autant du point de vue économique que culturel que social et même politique.

Ce phénomène présente plusieurs défis, sous la forme d'opportunités et de risques, pour nos économies et pour notre société.

De ce fait, l'Organisation mondiale du commerce vit le moment le plus important depuis sa création.

Nous avons aujourd'hui la chance de lancer les bases de relations économiques mondiales plus solides, plus transparentes et prévisibles pour les années à venir.

Afin de sauvegarder l'importance de l'OMC, l'Organisation doit être vue par l'opinion publique comme faisant partie de la solution et non du problème.

L'information permanente sur les travaux, la présentation claire de ces objectifs et une transparence accrue sont devenues essentielles, de façon à soutenir un système commercial multilatéral ouvert et non discriminatoire.

**IL EST DE NOTRE DEVOIR DE SAISIR L'OCCASION.**

L'OMC doit répondre aux transformations des relations économiques internationales, notamment en ce qui concerne l'importance accrue de l'investissement et des conditions de concurrence internationale.

Elle doit aussi donner sa contribution pour une réponse aux préoccupations légitimes de nos concitoyens sur des sujets comme la protection de l'environnement, la défense du consommateur, la sûreté alimentaire et la qualité des produits et sur les relations entre le commerce international et les normes sociales.

Nous devons avancer dans cette voie, d'une façon non conflictuelle, en tenant compte que ce que nous allons décider sera le début d'un processus et non la conclusion d'une négociation.

Réduire les droits de douane, surtout les pics tarifaires, approfondir l'accès au marché et le traitement national pour nos entreprises de services, protéger plus efficacement la propriété

intellectuelle, notamment les dénominations d'origine, sont, d'après nous, les autres enjeux à poursuivre.

Ces objectifs devront aussi inclure le renforcement et l'élargissement du système des règles approuvées à Marrakech, en initiant des négociations dans les domaines de l'investissement et de la concurrence, signe clair de la volonté de renforcer le système multilatéral, dans son rôle régulateur de la mondialisation.

Dans ce contexte, je veux dire clairement que le Portugal et l'Europe n'accepteront aucune formule conduisant à l'ouverture des Accords de Marrakech, qui ont été librement accordés par tous les pays participant au Cycle d'Uruguay.

Je souligne en particulier l'Accord sur les textiles et les vêtements.

Cet accord a été un élément central de l'équilibre du paquet global de Marrakech. Toucher à cet équilibre bouleverserait d'une forme définitive la crédibilité de l'Organisation, conduisant à la méfiance des opérateurs économiques et des travailleurs. L'OMC doit assurer la prévisibilité du commerce et non l'instabilité des échanges et de l'investissement.

Un dernier mot sur le volet agricole.

Les successives réformes de la Politique agricole commune ont contribué à un commerce mondial plus juste, suivant le principe de la libéralisation progressive adopté pendant l'Uruguay Round.

La préservation de l'espace rural, la cohésion économique et sociale et l'environnement sont des valeurs qui doivent être dûment protégées.

Le Portugal soutient le traitement plus favorable des pays en voie de développement. En particulier, nous sommes favorables à l'initiative tarifaire envers les pays moins avancés et au renforcement des activités d'assistance technique. Nous sommes disponibles pour discuter d'autres options dans le futur, en tenant compte des disparités du niveau de développement entre les PVD.

L'impératif d'un développement plus équilibré - attentif au progrès de la compétitivité des pays et des entreprises, promoteur d'emploi et de cohésion - est un défi qui devra être atteint pendant ce millénaire, et pour lequel l'Union européenne est à présent mieux préparée.

Le Portugal va prendre dans quelques jours la Présidence du Conseil de l'Union européenne laquelle a, aujourd'hui, après la création de l'Euro et la mise en place du marché unique européen, plus de responsabilités dans la construction d'un système économique plus efficace, plus ouvert, plus juste et plus attentif aux besoins du développement économique et social.

Nous devons veiller à ce que tous ensemble nous soyons capables de faire en sorte qu'un maximum de citoyens du monde entier, mais surtout des pays en voie de développement, puissent vivre mieux au XXI<sup>e</sup> siècle.

Les États Membres de l'OMC ont des responsabilités spéciales et des défis à surmonter dans ce domaine.

---